



**PRÉFET
DES BOUCHES-
DU-RHÔNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Rapport d'activité
des services de l'État
dans les Bouches-du-Rhône
2021

Éditorial



Christophe MIRMAND

Préfet des Bouches-du-Rhône

Préfet de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur

Préfet de la zone de défense et de sécurité Sud

« J'ai le plaisir de vous présenter le rapport d'activité des services de l'État dans les Bouches-du-Rhône pour l'année 2021.

2021 aura été pour chacun d'entre nous une année marquée par l'intensité et la durée de la crise sanitaire. Elle aura aussi, de manière plus positive, été l'occasion de la présentation par le Président de la République de sa stratégie « Marseille en grand » le 2 septembre au Palais du Pharo.

Je souhaite remercier l'ensemble des agents des services de l'État qui se sont pleinement mobilisés, dans un contexte très contraint, pour assurer la continuité du service public et leurs missions au service des habitants du département des Bouches-du-Rhône.

L'ensemble de ces actions ne pourrait être mené à bien sans le concours efficace des partenaires que sont les collectivités locales, les associations et les représentants du monde économique, avec lesquels la collaboration s'approfondit dans le souci de l'intérêt général et du développement équilibré de notre territoire. »

Renforcer la cohésion sociale

Le contexte particulier de l'année 2021 a rendu plus nécessaire encore l'attention aux personnes les plus fragiles ou en situation de précarité passagère ou durable. S'appuyant sur une relation partenariale forte avec les collectivités locales et le secteur associatif, les services de l'État se sont donc mobilisés pour préserver le lien social et porter quotidiennement dans leur action la promesse républicaine de l'égalité des droits et des chances.

Une attention particulière a été portée aux habitants des 66 quartiers prioritaires de la politique de la ville que compte le département.



Politique Ville



19 732 731 €

de subventions ont permis de financer **1 679 actions**.

Aide alimentaire



3 685 851 €

consacrés à l'aide alimentaire, contre 500 000 € avant la crise sanitaire

Dispositif hôtelier



1700 personnes en situation de précarité ont bénéficié d'un hébergement d'urgence

(+ 1400 personnes depuis le début de la crise sanitaire)

Emploi



37 395 212 €

versés pour l'insertion par l'activité économique.

24 239 contrats d'apprentissage conclus. **4970 bénéficiaires**.

Aide au logement

Dans le cadre du Droit au logement opposable et de la stratégie «**Logement d'abord**», l'État, s'appuyant sur une relation partenariale forte avec les collectivités locales et le secteur associatif, a continué de soutenir la requalification des logements sociaux et la rénovation des logements privés.

Quelques chiffres :

- ➔ **3100 ménages** reconnus prioritaires et urgents (+ 528 entre 2020 et 2021)
- ➔ **3000 logements** locatifs sociaux agréés
- ➔ **38,7 millions d'euros** investis pour la réhabilitation des logements (dont **2,9M€** pour la rénovation thermique)
- ➔ **37 délégations du droit** de préemptions urbain pour construire des logements sociaux dans les communes carencées

Plan Marseille en Grand

Le **Plan Marseille en grand** annoncé par le Président de la République le 2 septembre 2021 à Marseille, comprend plusieurs mesures visant à améliorer la cohésion sociale en partenariat avec les collectivités locales.

Les principaux chantiers sont les suivants :

- ➔ **Rénovation des écoles : rénover 174 écoles de Marseille**
- ➔ **Désenclavement des quartiers nord – améliorer le réseau de transports (tramway, bus, pôles d'échanges)**
- ➔ **Rénovation urbaine – renforcer les aides de l'État**
- ➔ **Accès à l'emploi – créer des carrefours de l'entrepreneuriat pour aider les jeunes à faire émerger leurs projets**

Protéger les populations

Dans un contexte de circulation très active du virus Covid-19 dans le département des Bouches-du-Rhône, les services de l'État se sont mobilisés pour garantir la continuité du dépistage, de la vaccination et du service public. Dès le déclenchement du premier confinement en mars 2020, le centre opérationnel départemental (COD) a été actif 7/7 jours pour suivre quotidiennement la situation. Renforcé par des agents de la préfecture et d'autres services de l'État, le COD a géré, notamment, les acheminements et le stockage des masques et des tests. Des cellules ont été mises en place pour assurer la remontée des informations locales en matière de vaccination et de contrôle sanitaire vers les autorités et pour relayer l'information auprès du grand public. La crise sanitaire a exacerbé l'isolement des personnes âgées et des personnes fragiles et, plus récemment, c'est chez les jeunes que ce phénomène s'est largement répandu. Lutter contre l'isolement social nécessite une prise de conscience générale et une puissante mobilisation des institutions en collaboration avec les associations, les élus locaux, les des acteurs de l'économie sociale et solidaire.



Gestion de la crise sanitaire



2 000 000 masques de masques distribués aux associations.



351 déclarations préalables pour le dépistage collectif.
53 arrêtés préfectoraux portant réglementation Covid.



700 interventions sur le respect des règles de prévention



500 personnes isolées orientées et placées.

Protection des populations

Les services de l'État sont mobilisés pour la protection des consommateurs, la lutte contre la maltraitance animale, la prévention des risques naturels, technologiques et industriels à travers l'exécution de contrôles, la définition de plans d'encadrement des activités ou encore l'élaboration de scénarii de crise et de plans d'actions.



Plan ORSEC

35 tests d'alerte
10 exercices, dont 4 sur des installations classées « Seveso »



Plans de prévention des risques

6 PPR inondation concertés
4 PPR minier à l'enquête publique
2 PPR minier concertés
6 PPR incendie de forêt prescrits



Protection des consommateurs

7000 contrôles
1500 prélèvements sur les denrées alimentaires et les produits non-alimentaires
22 contrôles sur les abattoirs



Manifestations sportives

78 autorisations accordées.

Protection de l'environnement



Biodiversité

500 dossiers instruits dans le cadre de la protection des sites **Natura 2000**



Police de l'eau

190 dossiers instruits ; dont **10 autorisations** environnementales



Contrôle de la pêche

88 procès verbaux dressés
14 appréhensions de matériel ou capture de pêche

Les services de l'État se sont particulièrement investis dans plusieurs démarches de concertation visant à protéger la qualité de vie des habitants :

- ➔ **Étang de Berre** : la sous-préfecture d'Istres s'est particulièrement investie dans la démarche REPONSES qui vise à mieux prendre en compte les attentes locales en matière de qualité de l'air et de son impact sanitaire.
- ➔ **Plateau de l'Arbois** : la sous-préfecture d'Aix-en-Provence a coordonné plusieurs rencontres associant l'ensemble des parties prenantes concernées par les dépôts sauvages de déchets afin de mettre en œuvre les actions nécessaires pour y mettre fin.

Développer les territoires et soutenir l'activité économique



L'État agit au plus près des territoires, en partenariat avec les collectivités locales, dans un objectif de cohésion territoriale. Dès 2020, le **plan France Relance** a permis d'amplifier largement cette action en revalorisant massivement les financements versés aux collectivités pour améliorer l'attractivité des territoires, soutenir l'activité économique et soutenir la transition écologique.

Aides aux territoires



Rénovation thermique

143 millions € pour rénover les bâtiments de l'État



Subventions

188 projets portés par les collectivités ou les acteurs associatifs pour un montant global de **46,83 millions €**



Fonds friche

18 porteurs de projets sélectionnés pour **20,5 millions €**



Zones blanches

24 sites bénéficiaires du dispositif de couverture de téléphonie mobile

Les dispositifs partenariaux mis en œuvre par l'État :

- ➔ 9 communes ayant un rôle de centralité accompagnées dans le cadre du programme «Petites villes de demain» pour mettre en place un projet de revitalisation
- ➔ 3 contrats de relance et de transition écologique élaborés avec les collectivités et les acteurs de l'arrondissement d'Arles sous l'impulsion de la sous-préfecture d'Arles
- ➔ 1 convention territoriale d'application du Contrat de plan État Région conclue avec le conseil départemental des Bouches-du-Rhône

Aides à l'activité économique



Aides aux entreprises

216 entreprises accompagnées pour **95 millions €**



Activité partielle

100 000 demandes traitées Pour **1,3 milliards €**



Fonds de solidarité

73 394 entreprises bénéficiaires Pour **1,27 milliards €**



Agriculteurs

33,5 millions d'euros d'aides versées suite à l'épisode de gel



Pacte de territoire Gardanne -Meyreuil

Les services de l'État se sont fortement investis dans le dossier de la fermeture de la **centrale à charbon de Gardanne** et la mise en œuvre du projet de territoire visant à permettre l'émergence de projets économiques à même de compenser cette perte d'activité. L'État mobilise 10 millions € sur ce territoire.



Liaison Fos-Salon

Projet d'infrastructure majeur du territoire porté depuis plus de 40 ans, la liaison routière Fos/Salon est désormais actée par décision ministérielle du 29 juin 2021 (à la suite des conclusions du débat public). L'ensemble de **l'itinéraire sera entièrement à 2x2 voies avec échangeurs dénivelés**. Une concertation continue avec l'ensemble des acteurs du territoire a été mise en place. Les grandes lignes du tracé sont désormais fixées ainsi que le phasage des travaux. La mise en service de la liaison est prévue pour 2030.

Assurer la vie démocratique et l'égalité des droits



Garant de la démocratie et de l'égalité des droits, l'État a assuré en 2021 ses missions régaliennes dans des conditions marquées par la crise sanitaire ; dans ce contexte, les services de la préfecture ont poursuivi l'accueil du public avec une activité toujours très soutenue, notamment sur le site en travaux de Saint Sébastien. Les services de la préfecture ont également veillé à l'organisation des élections départementales et régionales.

Contrôle de légalité, contentieux, lutte contre la fraude



72 187 actes des collectivités reçus



123 lettres d'observations adressées aux collectivités



291 opérations de contrôle et 21 procès verbaux (urbanisme + environnement)



672 dossiers contentieux traités



426 dossiers de fraudes analysés

Délivrance de titres



37 000 titres de séjour délivrés



3100 personnes naturalisées



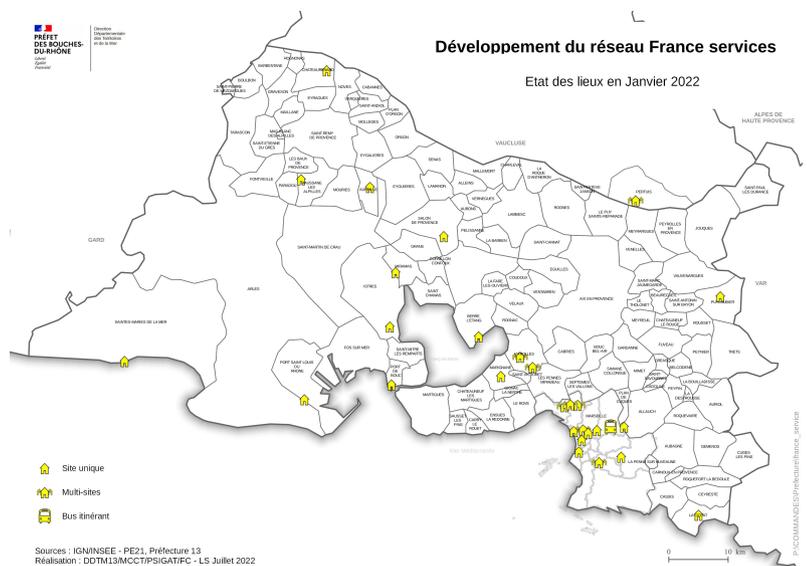
4045 demandes d'asile enregistrées

France Service, développement du numérique

Pour assurer un service accessible, physique, et humain, l'État a poursuivi en 2021, le déploiement du réseau des **structures France Services** qui, avec le concours des collectivités et des opérateurs, garantit un accueil de qualité et de proximité par des agents formés aux démarches administratives. Il s'agit de simplifier les démarches des citoyens et de délivrer un premier niveau d'information et d'accompagnement de plusieurs natures, afin d'éviter de multiples démarches et déplacements.

L'objectif est d'améliorer la couverture des territoires moins bien desservis par les opérateurs publics, notamment en zones rurales, périurbaines et au sein des Quartiers Politiques de la Ville (QPV).

Fin 2021, **26 France Services** labellisées sont financées par l'État à hauteur de 780 000 € ; l'objectif est de 33 en 2022.



En parallèle, afin que la numérisation ne soit pas synonyme d'exclusion, l'État renforce l'accueil des personnes qui ont besoin d'assistance dans la réalisation de leurs démarches.

58 postes de conseillers numériques sont financés dans le département, dans les communes ou les associations.
76 projets des communes visant à améliorer leur transition numérique sont également financés pour 515 000 €.

Baromètre de l'action publique

Depuis le 13 janvier 2021, le baromètre des résultats de l'action publique permet aux Français de mesurer en ligne l'état d'avancement et **les résultats concrets des politiques prioritaires menées par le Gouvernement**

Ces politiques recouvrent les dimensions essentielles du quotidien des citoyens : **la transition écologique et numérique, l'emploi et l'économie, la santé, la famille et le handicap, l'éducation, la sécurité, l'accès aux services publics**. L'action de l'État dans les Bouches-du-Rhône a permis de progresser sur ces grands enjeux de demain pour notre territoire. C'est une mobilisation de tous les services de l'État qui ne s'est pas démentie en 2021 et se poursuivra en 2022.



Baromètre
des résultats
de l'action publique

Parmi les objectifs prioritaires poursuivis :



Déployer le plan vélo

342 kms de piste cyclable aménagés en 2017.
518 kms de piste cyclable aménagés en 2021.

Transition écologique



Renforcer la protection des espaces naturels

Les aires protégées représentent **57,81 %** des surfaces du département.
7,57 % bénéficient d'une « protection forte ».

Développement économique, emploi et pouvoir d'achat



Développer l'apprentissage

L'apprentissage connaît une très forte progression depuis la loi « Avenir professionnel » :
8239 contrats d'apprentissage conclus fin 2018.
24 239 contrats d'apprentissage conclus fin 2021.



Offrir un logement aux personnes sans-abri ou en hébergement

1279 personnes ont obtenu un logement social.

Éducation



Dédoubler les classes dans le réseau d'éducation prioritaire

100 % des classes CP/CE1 ont bénéficié du dédoublement des classes, l'objectif est atteint.

Santé, famille, handicap



Développer les maisons de santé

Le département des Bouches-du-Rhône compte **27 maisons de santé** en 2021.

Service public et cohésion des territoires



Déployer les structures France Services

4 France Services labellisées en 2019.
26 France Services labellisées en 2021.

Retour en images sur 2021



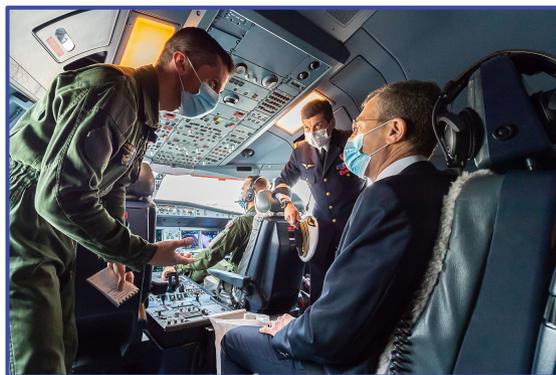
**Visite de Monsieur le Président de la République
Annonce du plan Marseille en grand
2 septembre 2021**



Réouverture ligne TER cote bleue
Christophe Mirmand assiste à la réouverture de la
ligne ferroviaire (21 avril 2021).



Centre de vaccination départemental à Marseille
Christophe Mirmand et Philippe De Mester, directeur de
l'Agence régionale de santé Paca (13 janvier 2021).



Opération résilience
Christophe Mirmand sur la base d'aviation d'Istres
(22 février 2021).



Protection de la population et de l'environnement
Christophe Mirmand aux côtés de ceux qui veillent à
notre protection : personnel soignant, pompiers et
marins pompiers, forces de l'ordre et l'ensemble des
services de l'État (31 décembre 2021).



Journée nationale du souvenir et du recueillement
Hommage aux victimes de la guerre d'Algérie et des combats en
Tunisie et au Maroc (19 mars 2021).



**PRÉFET
DES BOUCHES-
DU-RHÔNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Préfecture des des Bouches-du-Rhône
Place Félix Baret
CS 80001
13282 Marseille _ Cedex 06

<https://www.bouches-du-rhone.gouv.fr/>

